

UNE AVENTURE AUX BAINS DE SCHEVENING EN HOLLANDE.—L'année dernière, un jeune lord, dont les finances étaient plus délabrées que la santé, vint prendre les bains de mer à Schevening, non par ordonnance des médecins, mais par éloignement pour ses créanciers, qui le servaient de trop près à Londres.



LA REVUE CANADIENNE

MONTRÉAL, 10 SEPTEMBRE 1847.

LES ELECTIONS ANGLAISES.

Les journaux de Londres sont remplis de curieux, d'intéressants détails sur les Elections du Royaume-Uni. Ils félicitent le peuple anglais sur le déclin de la corruption. Les élections actuelles n'ont pas offert sur tous les points du pays le spectacle immonde que présentaient auparavant ces saturnales de la liberté britannique.

Les journaux anglais s'accordent à dire qu'il est bien difficile de faire une classification exacte des nouveaux membres du Parlement. Il n'y a aucun doue dit un correspondant de Londres au Journal des Débats que le parti des réformes soit sociale, soit commerciale reviendra au Parlement en plus grande majorité que jamais.

Sur les principales questions à l'ordre du jour, la liberté religieuse, la liberté commerciale, est-ce que sir Robert Peel n'est pas aussi avancé, plus, peut-être, que lord John Russell? Et si vous ne pouvez séparer les chefs, comment voulez-vous partager leurs suivants?

Les ennemis de sir Robert Peel disent que c'est un homme fini, qui ne reviendra jamais sur l'ouï; ils affectent de le mettre en dehors de toute combinaison. Lui-même se prête admirablement à cette plaisanterie: il fait le malade d'imaginaire, il fait le mort. Voyez-le protester de son goût pour la retraite, dire qu'il ne pretend plus à rien, ni au pouvoir ni à la direction des partis; qu'il a soixante ans et qu'il veut se reposer! Et, au milieu de tout cela, voyez comment on divise les partis dans le nouveau Parlement! en libéraux, en peulistes, et en protectionistes!

—Oh! oh! reprit le Hollandais, je n'ai pas gagné tout cela à la pêche; j'ai fait un peu de commerce, un peu de piraterie, un peu de traite des nègres. Ce dernier article blesse vos opinions libérales, à vous autres Anglais, partisans de l'émancipation, n'est-ce pas?

—Elle bien! prenez les miens, avec ma fille. A quand la noce?

—A demain, si c'est possible, répondit le jeune lord, qui ne balançait plus.

ATTENTION!

AU COMMERCE DE MONTREAL

Les temps sont durs, l'argent rare et les échéances viennent toujours comme dans les bonnes années. Alors qu'y-a-t-il à faire? Ne faut-il pas redoubler d'efforts pour faire arriver l'eau au moulin? Le moyen, le seul moyen où est-il, si ce n'est pas l'annonce dans le journal? La publicité dans ces temps de progrès général c'est le seul moyen de réussir.

L'ANNONCE va trouver les gens chez eux et leur parle de votre boutique, de votre art ou profession.

Si vous voulez faire de l'argent, annoncez donc et n'oubliez pas LA REVUE CANADIENNE, dont la circulation a doublé depuis UN AN.

A NOS ABONNES DES CAMPAGNES

Nous avons ces jours passés adressé des avis-circulaires à un grand nombre de nos abonnés des Campagnes, qui nous négligent, nous nous flattons qu'ils satisferont leurs comptes sans tarder.

Nous l'avons dit cent fois, nous insistons sur le paiement régulier des abonnements, c'est le seul moyen de faire prospérer un journal. Ceux qui ne nous paient pas ne nous veulent pas de bien.

raufs. Voyez tous ceux qui sont ministres, ceux qui l'ont été, ceux qui doivent l'être; pas un n'a voulu s'associer au vieux cri de no popery, pas de papisme! pas un n'a voulu prendre d'engagements exclusifs. Lord John Russell, sir Robert Peel, lord George Bentinck, c'est-à-dire les chefs des trois principaux partis, ont, malgré les menaces populaires, maintenu courageusement leur indépendance.

«Maintenons notre protestantisme, mais n'oublions pas notre Christianisme. Je respecte beaucoup les dissidens, mais je ne puis leur céder sur ce point. L'éducation du peuple est intimement liée à la liberté civile et religieuse, et à cette cause je ne veux point renoncer.»

«Lord John Russell a fait plus: il a publiquement patroné la candidature de M. de Rothschild. Vous avez vu combien la lutte a été vive; mais enfin le principe libéral a triomphé, et lord John Russell a pu dire:

«Que la décision de la cité de Londres aurait une influence déterminante sur la législature et que le prochain Parlement aurait la gloire d'achever ce grand édifice social de la liberté civile, commerciale et religieuse.»

«Que dit de son côté, l'autre premier ministre, sir Robert Peel?

«Qu'il ne veut pas que l'église soit soutenue par des lois injustes, et oppressives pour ceux qui ne partagent pas ses doctrines.»

«Lord George Bentinck va encore plus loin: écoutez ce qu'il a dit à ses électeurs.»

«Les propriétés de l'église catholique d'Irlande lui ont été arrachées par l'épée, et données aux protestants. Sans doute, je ne prétends pas restituer aux catholiques les biens que les protestants ont possédés pendant trois siècles, mais je dis que les catholiques ont droit à une indemnité.»

«Et ce au milieu des murmures et des cris de: A bas le papisme! que lord Bentinck continue ainsi:

«Écoutez donc un peu la raison. Pendant trois cents ans, vous avez essayé d'extirper le catholicisme de l'Irlande par la persécution. Cela vous a-t-il réussi? Au contraire. C'est un mauvais moyen que nous avons pris. Cromwell a essayé du sabre, mais en vain. Quant à moi, j'aime mieux dire avec le prêtre irlandais: «Demandez-moi un brave soldat qui combat avec moi pour la cause de l'humanité, s'il a la même foi que la mienne? Me séparerai-je de mon meilleur ami s'il ne s'agenouille pas au même autel que moi! Fuirai-je la fille héritière de mon cœur pour aller chercher ailleurs un baiser plus orthodoxe? Non! Poursuivez le cœur, persécuté les lois qui persécutent dans une pareille balance le courage, l'amitié et l'amour!»

RÉPONSE AUX MÉLANGES RELIGIEUX

La réflexion a fait admettre un tempérament à notre confrère des Mélanges. Il consentirait à ce que nous publions des morceaux littéraires contenant des propositions «mal sonnantes», à condition cependant d'accompagner le tout de commentaires nécessaires pour contrebalancer les principes «mal sonnants.»

«Nous savons gré à notre pieux confrère de cette concession, qui au moins ne met pas d'un seul coup à l'index la majeure section de la presse française. Mais nous lui ferons remarquer, qu'en pratique, nous ne sommes, nous et toute la Presse française en Canada, guère mieux placés que nous l'étions auparavant. Nous pourrions publier les écrits de l'Ecole Eclectique, même de l'Ecole dite Philosophique, mais il faudrait les accompagner de commentaires. Notre confrère des Mélanges peut en parler à son aise, lui; il est théologien ou censé l'être; versé par conséquent dans tous les points de polémique dogmatique, mais nous pauvre laïque, nous ne saurons le plus souvent si une proposition est orthodoxe ou hétérodoxe, ou si c'est une de celles que l'Eglise laisse encore à la discussion; et eh! quand nous aurions quelque idée générale sur le sujet (et ces sujets sont toujours plus ou moins délicats) nous courrions souvent le risque de renouveler la fable de l'ours et du jardinier, de lancer des poutres pour chasser des mouches. Cette crainte est d'autant plus excusable chez nous, que nous voyons notre orthodoxe confrère refuser de nous octroyer un certificat d'orthodoxie à nous qui nous croyons si bon catholiques. Nous pensions que tout notre crime était d'avoir hébergé l'hétérodoxie et voilà qu'à notre grande surprise, nous nous trouvons nous-même entaché d'hérésie. Après cela faites donc des commentaires en forme sur des matières religieuses.»

LES LOIS D'USURE.—La dépêche suivante a été mise il y a quelque temps devant le Parlement Impérial parmi d'autres documents. Elle intéresse assez nos lecteurs pour que nous nous hâtons de la reproduire. Copie No. 42.

Downing Street, 30 mars, 1847.

MY LORD,

Je transmets avec les présentes à votre seigneurie la copie d'une lettre et de papiers qui l'accompagnent que j'ai reçus de M. R. S. Atcheson, représentant les mauvais effets résultant en Canada de l'opération des dispositions de la Législature Provinciale concernant l'usure.

Je ne sais pas jusqu'où l'opinion publique en Canada approuverait les vues et les opinions de M. Atcheson à ce sujet. C'est pourquoi je désirerais que Votre Excellence place la présente communication devant votre Conseil Exécutif, et prenne l'avis de ce corps sur l'expédient de proposer à la Législature Provinciale, le rappel des lois en force dans cette Province, concernant l'usure. Mon opinion et je puis ajouter

l'opinion générale dans ce pays est si décidément opposée à l'existence de lois de cette nature que je serais heureux d'apprendre que la Législature Canadienne fut en faveur du rappel proposé.

(Signé) GREY.

Le Très Honorable Le Comte d'Elgin, etc. etc. etc.

Les Procureurs-Généraux des Colonies.—Nos lecteurs ne sont pas sans savoir que les Départements Publics dans les colonies qui reçoivent directement des autorités impériales, tels que les bureaux du génie, de l'ordnance, du commissariat, etc., ont souvent des procès et affaires en litige. Ces affaires étaient généralement placées entre les mains d'avocats et de procureurs choisis par les chefs de départements eux-mêmes. Ces messieurs de la basoche se grattaient la patte, vous pouvez croire, à même la bourse profonde de John Bull. Jusqu'à présent on ne fit aucune attention aux mémoires de frais allongés et arriérés de nos savants confrères. Mais aujourd'hui, les temps sont si durs, si durs, l'argent se dépense si vite et vient si lentement en Angleterre comme ailleurs qu'on est déterminé pour ne pas voir le trésor public à sec, d'allumer la lampe de l'économie.

Bref, le gouvernement anglais a trouvé les comptes d'avocats trop épicés et il vient de signifier sa volonté qu'à l'avenir tous les procès et affaires quelconques des divers départements publics impériaux seront mis entre les mains des procureurs-généraux des colonies. On ajoute que le salaire attaché à ces nouveaux devoirs n'est rien moins qu'un traitement annuel de £1000 stg. pour tous honoraires que M. M. les procureurs-généraux pourraient réclamer dans tels procès, consultations, etc. Ainsi donc à l'avenir, la place de procureur-général donnerait au Jésus de £2000 ct. par année.

NOUVELLES DIVERSES.

Horticulture.—L'exhibition annuelle de la société d'horticulture de Montréal a eu lieu tel qu'annoncée. Nous avons été agréablement surpris tant par la grande quantité que par la qualité des différentes productions exposées ce jour-là. La foule de spectateurs accourue de tous les points de la ville, paraissait enchantée des merveilles étalées à ses yeux. La grande variété et la beauté des fruits étaient tout à fait remarquables. Les pommes, les poires, les prunes et les raisins, auraient fait honneur aux pays les plus favorisés par la nature. Les autres fruits de toutes espèces, les végétaux les plus étonnants, les fleurs exotiques des plus rares espèces, couvraient les tables. Il y avait aussi quelques articles curieux de manufacture canadienne et de bien beaux oiseaux. Lord Elgin honora l'exhibition par sa présence et en parut très satisfait.

THÉÂTRE ROYAL.—La compagnie opératique a terminé hier son engagement, par la Cinderella qui a été vivement applaudie. Demain les petites Danseuses Viennoises nous reviennent de Québec, pour danser encore demain soir et la semaine prochaine.

Le patronage que le Directeur a reçu durant le premier engagements de cette merveilleuse petite armée dansante et les désirs exprimés par un grand nombre de personnes de les revoir encore sur la scène ont engagé M. Skerrett à conclure ce nouvel engagement. Nous croyons qu'il a bien fait et que le public saura reconnaître les efforts faits pour l'amuser et lui plaire.

Une rixe a eu lieu hier soir dans la rue McGill entre deux ouvriers qui s'en retournaient chez eux. L'un nommé Cameron frappa l'autre Foley, avec un couteau de poche et lui fit deux blessures graves, l'une au côté et l'autre au bras. Cameron a été arrêté sur le champ.

LES MINES.—Les découvertes de minés sont à l'ordre du jour en Canada. Depuis quelques semaines le Journal de Québec en a fait mention, de deux à la Baie St. Paul, une de fer, l'autre de charbon et une d'or dans la seigneurie de M. Dély. Aujourd'hui notre confrère de la Minerve nous annonce la découverte d'une mine de plomb dans la paroisse de Ste. Ursule, District des Trois-Rivières.

Une cause qui promet d'être célèbre.—C'est demain, mercredi, que doit avoir lieu le procès pour libelle du col. Guky contre le Herald.

Nous avons reçu ce matin les documents suivants imprimés par ordre de l'assemblée législative:

Tableau du surintendant de l'éducation du Bas-Canada.

Messages de Son Excellence le gouverneur général, transmettant copies de différentes dépêches du secrétaire d'état de Sa Majesté.

De Son Excellence le gouverneur-général, transmettant copies de deux dépêches du secrétaire d'état de Sa Majesté pour les colonies.

De Son Excellence le gouverneur-général, transmettant copies des dépêches du secrétaire d'état et du lieutenant général de la Nouvelle-Ecosse.

Le journal anglais l'Albion de New-York. Nous remercions notre concitoyen M. John McCoy de la Grande Rue St. Jacques, pour le magnifique portrait de la Reine Victoria, qu'il a bien voulu nous adresser. Ce portrait digne de figurer dans tous les salons est offert aux abonnés du journal anglais l'ALBION de New-York, comme un cadeau de 1847. Ce journal qui se recommande déjà à tant de titres, par son grand mérite littéraire surtout, donne chaque année à ses patrons quelque magnifique gravure

comme prime. C'est-là un avantage que ne manquera pas d'apprécier ceux de nos amis qui désiraient s'abonner à un journal littéraire anglais. L'Albion est le premier de ces journaux en Amérique.

Le portrait de la REINE VICTORIA est une gravure de prix, d'un fini admirable et d'une rare perfection, notre gracieuse souveraine est dans son grand costume de cour. Son attitude est noble et digne. Les traits du visage sont bien rendus; le cou, les mains, tout est travaillé avec un rare bonheur. La gravure vaut trois fois l'abonnement à l'Albion, qui n'est que de \$6 par an.

RUMEURS.—Le bruit circule en ville ce matin que le Col. Taché est fait adjudant-général de milice; que M. Papineau le commissaire des terres est remplacé on ne dit pas par qui, et enfin que Wm. K. McCord de Québec est nommé solliciteur-général. M. McCord se porterait candidat au comté de l'Ottawa.

Le général Don Juan José Florès, président de la république de l'Equateur est arrivé hier en cette ville, suivi de son aide-de-camp, le colonel Wright et d'un domestique. Il est descendu à l'hôtel Donegana d'où il est parti aujourd'hui pour New-York. Son séjour à Montréal n'a été que de 24 heures. Le général quitta l'Equateur il y a deux ans pour l'Europe, après avoir transigé avec les chefs d'une insurrection qui avait éclaté contre son gouvernement. Un traité fut conclu par lequel il s'absenterait pendant deux années. Quelques journaux lui ont prêté des idées de restauration monarchique pendant son séjour en France, en Angleterre et en Espagne, mais à tort à ce qu'il paraît. Le général Florès, d'après ce qu'il a déclaré, doit demeurer encore un mois à New-York, d'où il partira pour l'Equateur. Il n'a point de retour d'Europe que depuis quelque temps, ayant fait la traversée sur le steamer français Missouri. —Minerve.

Affreux désastre.—On nous dit que dimanche soir un ouragan terrible est passé sur la concession de la Pigouinière, entre Saint Philippe et St. Rémi, et que près de 50 bûches, maisons, granges, etc., ont été rasées, on ajoute que des femmes et des enfants ont été tués sous les ruines. Nous n'avons pu nous procurer de plus amples détails. —Idem.

LIBRAIRIE ET PAPETERIE DE M. McCOY. Grande Rue St. Jacques à côté d'Urquhart Medical Hall.

Ceux qui ont vu le magnifique établissement récemment ouvert par M. McCoy, n'ont pas besoin qu'on le leur recommande. A cet effet ne l'ont pas vu, nous dirons allez-y et admirez. C'est la plus splendide boutique de genre à Montréal. Il y a toujours une foule arrêtée aux croisées pour voir les gravures et nouveautés qui y sont étalées.

M. McCoy a droit à la faveur publique, n'ayant rien épargné pour la mériter; outre son bel assortiment de papeterie, il fait venir des ouvrages régulièrement et se charge de commandes pour l'étranger. — Voir l'annonce.

LA MAISON PLAMONDON a l'Enseigne de Castor, est trop connue du public pour qu'il soit besoin d'en dire un mot. L'assortiment annoncé ce jour dans nos colonnes mérite l'attention des familles. Le bon marché est à l'ordre du jour M. Plamondon l'a compris et tout chez lui est à des prix aussi bas que possible. Le patronage public en doublant ses opérations commerciales et les étendant chaque jour lui permet d'offrir ses marchandises et surtout les herbes sèches à 13 pour cent meilleur marché que partout ailleurs. Nous sommes certains que ses efforts à servir le public rencontreront l'encouragement continu qu'ils méritent. — (Voir l'annonce.)

MEXIQUE.

Nous traduisons de la Patria la correspondance suivante, qui contient des renseignements qui nous ont paru d'une haute importance, relativement aux dispositions que fait le gouvernement de Mexico pour recevoir l'armée américaine:

Tampico, 16 août 1847.

Les nouvelles que nous avons reçues de la capitale vont jusqu'au 7er de ce mois; et ce qui suit en est un sommaire:

Le conseil des généraux, convoqué par Santa-Anna, était d'opinion que le général Scott devait être attaqué dans ses retranchements; mais Santa-Anna dit qu'il vaudrait mieux envoyer une division composée de dix mille hommes prendre position entre Perote et Puebla, afin d'intercepter les trains et les convois qui sont en marche pour cette dernière place et de s'emparer ainsi des ressources sur lesquelles comptent les Américains; de plus, il est d'avis qu'une autre division d'une force égale (10,000 hommes) prenne position entre Puebla et la ville de Mexico; tandis que le reste de l'armée restera pour défendre la capitale. Le plan de Santa-Anna a été adopté. En ce moment (commencement d'août) il y a dans la ville de Mexico une force de 35,000 hommes, et combés les troupes qui sont sous les ordres du général Scott n'excèdent pas 12,000 hommes, desquels un grand nombre sont rendus invalides par les maladies, il est improbable, d'après les bruits qui circulent, que ce dernier quitte Puebla avant d'avoir reçu des renforts considérables. Telle est l'opinion générale et la plus accréditée dans la capitale.

Il paraît certain que le général Taylor commença à se mettre en marche pour St-Louis de Potosi vers la fin du courant.

On croit généralement dans la capitale que Santa Anna est de connivence avec le cabinet